



## Arrêt

**n° 87 018 du 6 septembre 2012**  
**dans l'affaire X/ V**

**En cause : X**

**ayant élu domicile : X**

**contre :**

**le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides**

### **LE PRÉSIDENT F. F. DE LA V<sup>e</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 30 avril 2012 par X qui déclare être de nationalité burkinabé, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 28 mars 2012.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 11 juillet 2012 convoquant les parties à l'audience du 24 août 2012.

Entendu, en son rapport, B. LOUIS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me Micheline KIENDREBEOGO, avocat, et A.E. BAFOLO, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. L'acte attaqué**

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

#### **«A. Faits invoqués**

*Selon vos dernières déclarations, vous êtes de nationalité burkinabé, née à Beguedo, d'ethnie bissa, et de confession musulmane. A l'appui de votre demande d'asile, vous invoquez les faits suivants.*

*Après le décès de votre père, votre mère est partie en Côte d'Ivoire et vous a remise à la garde de votre tante. Chez cette dernière, vous étiez astreinte aux tâches ménagères et vous étiez maltraitée. Vous avez été battue jusqu'à vos 18 ans. Sept mois plus tard, votre tante vous a annoncé son intention de vous donner en mariage à un de ses amis, qui pourvoyait régulièrement aux besoins de la maison. Votre tante précisait aussi qu'il était nécessaire que vous soyez excisée avant ce mariage. Vous avez*

voulu vous opposer à ce mariage. Vous vous êtes rendue chez un jeune que vous aviez rencontré un an auparavant et dont vous vous étiez rapprochée. Mais celui-ci vous a demandé de retourner dans votre famille, puis est allé chercher votre tante et son mari. Vous avez été ligotée et ramenée à la maison. Une vieille dame a procédé à votre excision puis vous avez été mariée de force, le 20 septembre 2011. Après 14 jours de vie conjugale, vous avez pris la fuite. Vous avez embarqué à bord d'un avion à destination de la Belgique et le 5 octobre 2011, vous avez introduit une demande d'asile auprès de l'Office des Etrangers. En cas de retour dans votre pays, vous craignez de vivre à nouveau le mariage forcé ou d'être tuée.

## **B. Motivation**

Force est de constater que vous n'avez pas fourni d'éléments permettant d'établir que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève ou que vous pouvez invoquer ladite crainte dans le cas d'un éventuel retour dans votre pays. Vous n'avez pas non plus fourni de motifs sérieux qui prouvent que vous subissez des atteintes graves telles que définies dans le cadre de la protection subsidiaire.

D'emblée, le CGRA relève que vous ne fournissez aucun document d'identité, ni aucune preuve à l'appui des faits que vous invoquez à l'appui de votre demande d'asile. Ainsi, vous mettez le CGRA dans l'incapacité d'établir des éléments essentiels à l'examen de votre demande de reconnaissance de la qualité de réfugié, à savoir votre identification personnelle et un projet de mariage forcé. Vous n'avez par ailleurs entrepris aucune démarche, depuis votre arrivée en Belgique, en vue de vous procurer un commencement de preuve à l'appui de vos déclarations. Il y a lieu de rappeler ici que « le principe général de droit selon lequel 'la charge de la preuve incombe au demandeur' trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (HCR, Guide des procédures et critères pour déterminer le statut de réfugié, Genève, 1979, p. 51, § 196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique » (CCE, Arrêt n° 16317 du 25 septembre 2008). Tel n'est pas le cas en l'espèce.

En premier lieu, conformément à l'article 48/5, §1 de la loi du 15 décembre 1980, une persécution au sens de l'article 48/3 ou une atteinte grave au sens de l'article 48/4 peut émaner ou être causée par des acteurs non-étatiques, s'il peut être démontré que ni l'État, ni des partis ou des organisations qui contrôlent l'État ou une partie importante de son territoire, y compris les organisations internationales, ne peuvent ou ne veulent accorder une protection contre les persécutions. Le §2 de la même disposition précise qu'une protection au sens des articles 48/3, est accordée lorsque les acteurs visés à l'alinéa 1er prennent des mesures raisonnables pour empêcher les persécutions ou les atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constitutifs de persécution ou d'atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection.

Le Conseil du Contentieux des Etrangers a déjà jugé que, conformément à l'article 48/5, §1er de la loi, une persécution au sens de l'article 48/3 ou une atteinte grave au sens de l'article 48/4 peut émaner ou être causée par des acteurs non étatiques, s'il peut être démontré que ni l'Etat, ni des partis ou organisations qui contrôlent l'Etat ou une partie importante de son territoire, y compris les organisations internationales, ne peuvent ou ne veulent accorder une protection contre les persécutions ou les atteintes graves. Le § 2 de la même disposition précise qu'une protection au sens des articles 48/3 et 48/4, est accordée lorsque les acteurs visés à l'alinéa 1er prennent des mesures raisonnables pour empêcher les persécutions ou les atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constitutifs de persécution ou d'atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection. La question à trancher en l'espèce tient donc à ceci : pouvez-vous démontrer que l'Etat burkinabé, dont il n'est pas contesté qu'il contrôle l'entièreté du territoire du pays, ne peut ou ne veut vous accorder une protection contre les persécutions ou les atteintes graves. La question vous a été posée au CGRA de savoir si vous vous étiez adressée à vos autorités et vous avez reconnu que tel n'était pas le cas (p. 15). Pour justifier cette absence de démarche, vous indiquez que « j'étais perdue, je ne savais pas à qui m'adresser, et j'ignore qu'on pouvait aller en justice pour un problème de mariage » (idem). Or, force est de constater que vous avez rencontré à l'occasion de votre mariage une dame, qui vous a aidé à fuir puis a financé et organisé votre voyage jusqu'en Belgique (pp. 4, 5 et 14-15). Ces affirmations, visant à justifier votre absence de recours aux autorités, ne sont donc nullement étayées, et vous reconnaissez ainsi ne pas avoir entamé au-delà les démarches de demande de protection de vos autorités. Force est

de constater en conséquence qu'une des conditions de base pour que votre demande puisse relever du champ d'application des articles 48/3 et 48/4 de la loi fait défaut. Il n'est, en effet, nullement démontré qu'à supposer établis les faits que vous relatez, quod non en l'espèce, l'Etat burkinabé ne peut ou ne veut vous accorder une protection contre d'éventuelles persécutions ou atteintes graves. Au vu de ce qui précède, il apparaît donc que vous n'établissez pas que vous avez des raisons de craindre d'être persécutée ou que vous encourez un risque réel de subir des atteintes graves dans votre pays.

Deuxièmement, au sujet de votre mari, vous avez tenu des propos qui empêchent de croire aux faits que vous avez invoqués. Ainsi, vous voyiez cet homme « régulièrement » depuis vos huit ans (p. 6). Mais le portrait physique que vous en livrez est sommaire et lacunaire : « Il a le teint noir, il est grand (...) Il est vieux » (p. 7). Il est d'autant moins explicable que vous n'ayez « pas d'autre remarque physique » au sujet de l'homme que vous avez dû épouser, que vous en présentez des photographies. De même, en ce qui concerne son caractère, « qui est cette personne », vous affirmez « il m'est impossible de décrire son trait de caractère » (p. 7). Mais vous avez vécu 14 jours avec ce mari forcé. Enfin, vous ignorez où a étudié cet ami de votre tante, où il se rend en voyage ou qui est l'imam de la mosquée dans laquelle il s'occupe du culte (idem). Ensuite, vous avez affirmé que vous ignoriez si le mariage forcé était légal au Burkina Faso (cf. supra et p. 15 rapport d'audition). Mais pour expliquer que votre tante et son mari aient attendu « longtemps » pour vous marier avec un ami de longue date, vous déclarez « chez nous, là-bas, c'est à partir de 18 ans qu'on donne en mariage, avant 18 ans on ne le fait pas » (p. 13). Pareille déclaration contredit vos propos antérieurs, qui faisaient état d'une ignorance complète de la législation du Burkina Faso.

En outre, vos propos ayant trait à votre vie conjugale sont également demeurés imprécis, et leur manque de consistance a mis en évidence un sentiment de manque de vécu, qui nuit gravement à leur crédibilité. Ainsi, au sujet de vos coépouses, vous indiquez leurs prénoms, mais pas leur noms de famille ; vous dites qu'elles sont adultes, mais vous ignorez leur âge ; vous ne connaissez pas leur rang ; vous citez les prénoms des cinq enfants qui vivaient dans la cour familiale, mais vous ignorez quelle coépouse est leur mère (pp. 11-12). Vous ne savez pas si votre mari avait plusieurs domiciles et vous ignorez s'il parle d'autres langues que le bissa (p. 12). En ce qui concerne le choix de cet homme enfin, vous déclarez « Ils m'ont simplement dit, j'ai 18 ans maintenant, c'est le moment de me marier, et ils vont me donner à leur ami, est-ce parce que c'est leur copain, est-ce parce qu'il a fait des cadeaux, je ne sais pas » (p. 12). Et vous ignorez comment le mari de votre tante et cet homme se sont connus (p. 13). Ces lacunes et ces diverses faiblesses nuisent à la crédibilité de l'ensemble de vos propos.

Par ailleurs, il y a lieu de relever que vos déclarations sont imprécises au sujet de l'évolution de votre situation personnelle. Depuis votre arrivée en Belgique, vous n'avez été en contact qu'avec cette dame, rencontré lors de votre mariage, et selon qui vous êtes recherchée ; mais vous ignorez qui concrètement mène ces recherches (p. 16) ; au sujet de la manière avec laquelle votre famille mène ces recherches, cette amie vous a dit « elle entend parler, elle entend des gens parler » (idem). Vous affirmez donc être recherchée actuellement, sans fournir d'autres éléments capables de corroborer vos dires et sans avancer d'autres éléments plus récents de nature à laisser penser qu'il existerait dans votre chef, depuis votre départ, une crainte de persécution ou un risque réel d'atteintes graves.

Enfin, vous présentez à l'appui de votre demande d'asile le certificat médical du Docteur Binamé et une Attestation de suivi psychologique du GAMS Belgique établie le 1er mars 2012 ; vous présentez également une autorisation de soins et des certificats médicaux de la Croix-Rouge de Belgique. Ces documents démontrent que vous avez été vous-même victime de mutilation génitale mais ils sont sans lien avec les raisons pour lesquelles vous dites demander l'asile. Le fait d'avoir été marquée par votre excision, ou d'en subir encore des séquelles, telles algies chroniques ou dyspareunie, troubles de la sexualité et diminution, de la libido, ne saurait rétablir la crédibilité de votre mariage forcé. Relevons que l'attestation du GAMS ainsi que le courrier de votre psychothérapeute mentionnent l'accompagnement psychologique dont vous bénéficiez sans qu'il puisse constituer une preuve des faits que vous invoquez à la base de votre demande d'asile.

Au sujet des photographies qui vous représentent parfois accompagnée, celles-ci ne sont pas de nature à rétablir la crédibilité de vos dires, leur authenticité ne pouvant être attestée et les circonstances dans lesquelles elles ont été prises ne pouvant être établies.

Ces documents ne sont donc pas de nature à inverser le sens de la présente décision.

*Force est de conclure que dans de telles conditions, il n'est pas permis d'accorder foi à vos déclarations et partant, à l'existence dans votre chef d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. De l'ensemble de ce qui a été relevé supra, rien ne permet de conclure non plus à un risque réel de subir des atteintes graves telles que décrites dans la définition de la protection (art. 48/4 de la loi sur les étrangers du 15 décembre 1980), le problème de crédibilité susmentionné empêchant, en ce qui vous concerne, de tenir ce risque réel pour établi.*

### **C. Conclusion**

*Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»*

## **2. La requête**

2.1 La partie requérante invoque la violation l'article 1<sup>er</sup>, section A, § 2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés (ci-après dénommée la Convention de Genève), modifiée par son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, relatif au statut des réfugiés, des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la loi du 15 décembre 1980) et des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs. Elle invoque également une erreur manifeste d'appréciation dans le chef de la partie défenderesse.

2.2 Elle conteste en substance la pertinence des motifs de la décision entreprise au regard des circonstances particulières de la cause.

2.3 Elle demande à titre principal au Conseil d'annuler la décision attaquée et d'accorder à la requérante la qualité de réfugiée ou, à titre subsidiaire, d'annuler la décision entreprise et de lui accorder le statut de protection subsidiaire.

## **3. Documents déposés**

3.1 La partie requérante joint à sa requête un certificat médical du 28 février 2012 émanant du docteur D. B., une attestation du 18 avril 2012 émanant de l'association *Lecap Cinacien*, quatre certificats médicaux du 14 octobre 2011, du 6 janvier 2012 et du 18 avril 2012 émanant du docteur S. B., un certificat médical du 14 octobre 2011, un certificat médical du 9 mars 2012 émanant du docteur D. B., une attestation du 12 mars 2012 émanant de C. K., un document d'octobre 2009 relatif à l'analyse du recensement général de la population du Burkina-Faso intitulé « Thème 11 : Situation économique des enfants et des jeunes au Burkina Faso, un document non daté intitulé « Revue de presse sur les droits humains au Burkina - La déclaration de naissance : un acte de citoyenneté », un document intitulé « Enquête Démographique et de santé 2003 », un document non daté intitulé « Excision », un document non daté intitulé « Lutte contre l'excision au Burkina Faso : l'expérience integre (*sic*) de communication de radio Venegre » publié sur le site Internet [memoireonline.com](http://memoireonline.com), une attestation du 19 avril 2012 émanant de l'ASBL GAMS Belgique, un courrier du 10 mars 2012 émanant de H. ainsi que le courrier recommandé par lequel le conseil de la requérante a transmis ce document à l'Office des étrangers. Elle dépose également à l'audience une attestation psychologique du 16 août 2012, une attestation du 17 août 2012 émanant de l'ASBL GAMS Belgique, ainsi qu'un document intitulé « *Brief report – Posttraumatic stress Disorder and Memory Problems After Female Genital Mutilation* » (pièce 9 du dossier de la procédure).

3.2 Le Conseil constate que l'attestation du 12 mars 2012 émanant de C. K., les certificats médicaux du 14 octobre 2011 et du 6 janvier 2012 émanant du docteur S. B. ainsi que le certificat médical du 9 mars 2012 émanant du docteur D. B., figurent déjà au dossier administratif. Ces documents ne constituent donc ni des éléments nouveaux au sens de l'article 39/76, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, ni des moyens de défense à l'appui de la requête. Ils sont examinés en tant que pièces du dossier administratif.

3.3 Indépendamment de la question de savoir si les autres documents joints à la requête constituent de nouveaux éléments au sens de l'article 39/76, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, ils sont produits utilement dans le cadre des droits de la défense, dans la mesure où ils étayent la critique de la partie requérante à l'égard de la décision attaquée concernant certains arguments factuels de la décision entreprise. Ils sont, par conséquent, pris en considération par le Conseil.

#### **4. L'examen du recours**

4.1 La décision entreprise repose sur l'absence de crédibilité du récit de la partie requérante en raison d'incohérences et d'imprécisions dans ses déclarations successives. La partie défenderesse estime que la requérante n'a pas démontré, dans son chef, l'existence d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève.

4.2 Le Conseil considère pour sa part que les motifs de la décision attaquée ne permettent pas de mettre valablement en cause la crédibilité des faits invoqués par la requérante. La question qui se pose dès lors en l'espèce, dans l'état actuel du dossier administratif, concerne la possibilité pour la requérante d'obtenir une protection de ses autorités nationales face aux persécutions dont elle affirme faire l'objet. Or, le Conseil ne dispose d'aucune information complète, objective et circonstanciée à cet égard.

4.3 Après examen des pièces de la procédure et du dossier administratif, le Conseil estime dès lors qu'il manque au présent dossier des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée, sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires. Ces mesures d'instruction complémentaires devront au minimum porter sur les points suivants, étant entendu qu'il appartient aux deux parties de mettre tous les moyens utiles en œuvre afin de contribuer à l'établissement des faits :

- Production d'informations objectives sur la problématique des mariages forcés et de l'excision au Burkina-Faso, ainsi que concernant la possibilité d'une protection des autorités à cet égard ;
- Examen des documents déposés par la partie requérante au dossier de la procédure.

4.4 Au vu de ce qui précède, le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée, sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires portant sur les éléments susmentionnés. Toutefois, le Conseil n'a pas compétence pour procéder lui-même à cette instruction (articles 39/2, § 1<sup>er</sup>, 2° et 39/76 § 2 de la loi du 15 décembre 1980 et exposé des motifs de la loi réformant le Conseil d'État et créant le Conseil du Contentieux des Etrangers -, Exposé des motifs, Doc.parl., Ch.repr., sess.ord.2005-2006, n° 2479/001, pp. 95, 96).

4.5 En conséquence, conformément aux articles 39/2, § 1<sup>er</sup>, 2° et 39/76 § 2 de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler la décision attaquée, afin que le Commissaire général procède aux mesures d'instructions nécessaires, pour répondre aux questions soulevées dans le présent arrêt.

#### **PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

##### **Article 1<sup>er</sup>**

La décision (CG/X) rendue le 28 mars 2012 par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est annulée.

##### **Article 2**

L'affaire est renvoyée au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le six septembre deux mille douze par :

M. B. LOUIS,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme M. PILAETE,

greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

M. PILAETE

B. LOUIS